

L'« industrie politique » de la protection des Chrétiens

Christian Rakovsky

Source : « L'Humanité », 16 décembre 1922, p.1 et 3.

Lausanne, 15 décembre – (*Par téléphone, de notre envoyé spécial*) – « Le Temps » a traité hier avec une vivacité de ton qui a causé quelque impression à Lausanne¹, le problème de la protection des minorités chrétiennes en Turquie. Cette protection serait, au dire de M. Herbette², considérée par la France comme une « œuvre de civilisation » et traitée par les autres puissances comme une « industrie politique ». Il a semblé que ce propos visait l'Angleterre. Nous avons pu rencontrer le camarade Rakovsky et lui demander ce qu'il fallait penser du jugement comparatif exprimé par « Le Temps ».

Œuvre de civilisation et Syrie

— *Savez-vous, lui avons-nous dit, que l'opinion française n'admet pas que sous prétexte de protéger les Chrétiens on cherche à faire d'eux les agents d'une politique étrangère qui veut démembrer ou dominer la Turquie ?*

— Vraiment l'opinion française dit cela ? Et de qui le tenez-vous ?

— *Je l'ai lu dans ce numéro du « Temps ».*

— Eh bien, me répond Rakovsky, savez-vous que le « Temps » a défini là admirablement la politique des puissances concernant les nationalités en Turquie ? Seulement, en bon chrétien, le « Temps » considère sa religion à lui comme seule vraie et toutes les autres comme fausses. Et il estime que si tous les États impérialistes se servent de l'intervention en Turquie comme moyen de domination, seule la France, grande, noble et généreuse se sert de la protection des minorités... pour conquérir la Syrie.

Sa « protection »

— *L'industrie politique de la « protection » des Chrétiens a-t-elle été pratiquée par toutes les grandes nations ?*

— Oui. À tour de rôle, chacune des Puissances a protégé les nationalités et aidé à la répression des

1 La « Conférence internationale sur les problèmes du Proche-Orient » fut organisée par l'Angleterre, la France et l'Italie et s'est tenue à Lausanne du 20 novembre 1922 au 24 juillet 1923, avec une longue interruption après janvier 1923. La délégation soviétique, présidée par Tchitchérine, comprenait des représentants des Républiques soviétiques de Russie, d'Ukraine (Rakovsky) et de Géorgie. Outre la signature d'un traité de paix entre la Turquie et les puissances de l'Entente, la Conférence de Lausanne déboucha sur une Convention sur le régime des Détroits, autorisant le libre passage des navires de guerre et marchands portant n'importe quel pavillon, ce à quoi la délégation soviétique s'était opposée car mettant en péril la sécurité des pays riverains, à commencer par la Turquie et la Russie. Les Républiques soviétiques finirent par signer la Convention mais sans la ratifier.

2 Herbette Jean (1878-1960), journaliste au « Temps » et diplomate français. Au début des années 1920, haut fonctionnaire au ministère des Affaires étrangères. Premier ambassadeur de France en URSS (1924-1931).

mouvements nationaux insurrectionnels. Cette « protection » des Chrétiens d'Orient a abouti à leur extermination presque complète.

— *L'action des Puissances n'entravait-elle pas au moins l'oppression des sultans ?*

— Tout au contraire. Elle a facilité le maintien de leur tyrannie. En effet, elle opposait artificiellement les éléments populaires chrétiens aux éléments populaires musulmans et diminuait ainsi la force offensive de la démocratie révolutionnaire.

La « protection » dans le passé

Nous demandons à Rakovsky de caractériser par quelques exemples ce que fut la politique de « protection » dans le passé.

— Il n'est pas un peuple de l'Orient, nous dit Rakovsky, qui n'ait servi d'instrument aux mains de telle ou telle puissance. En 1876 et 1877, les « atrocités » bulgares furent le prétexte de la guerre russo-turque et ces « atrocités » avaient été le résultat d'une action des agents russes. Détail curieux : alors c'était l'Angleterre qui ne voulait pas de l'intervention européenne dans les affaires turques. Et c'est lord Beaconsfield qui a fait échouer la conférence de Constantinople en 1876, conférence qui avait été convoquée pour introduire des « réformes » en Turquie.

— Il semble que [Lord Curzon](#), quoique anglais et conservateur comme Lord Beaconsfield, s'éloigne de la tradition de son prédécesseur.

— En effet, mais il ne s'agit pas d'une tradition politique ou nationale. Les Anglais, qui étaient contre l'intervention en Orient en 1876, se sont emparés plus tard, pour leurs desseins propres, de la question arménienne. Mais ils se heurtèrent alors à la Russie de Nicolas II qui refusa de créer une Arménie autonome. Le motif de ce refus fut avoué alors et il ne paraît pas se rattacher à aucun souci de protection religieuse. Le tzarisme se contentait, en effet, de dire « Nous ne voulons pas une deuxième Bulgarie sur notre frontière d'Asie ». Car la Russie était furieuse que la Bulgarie, créée par elle, ne fût pas assez docile.

La politique française en Orient

— *Cela, c'est la Russie et l'Angleterre. Mais la France, a-t-elle agi de même ?*

— La politique de la France en Orient, dit Rakovsky, a toujours été guidée selon les intérêts de l'impérialisme français et toute la presse française est actuellement pleine de révélations sur le rôle double joué par MM. [Lloyd George](#) et lord Curzon dans les affaires grecques.

Le fait est vrai, mais il est vrai aussi pour la France. A-t-on oublié l'époque où Venizélos³ était célébré par la presse française comme le « *Grand Crétois* ». La France caressait alors tous les rêves impérialistes de la Grèce. Le général Franchet d'Esperey débarquait en Crimée, en 1919, conjointement des troupes grecques et françaises. Depuis la Grèce n'a pas changé de politique, mais Venizelos, agent plutôt français, fut remplacé par Gounaris, agent plutôt anglais. Et la France se sentit tout à coup prise d'une grande sympathie pour la Turquie.

— *C'est vers ce temps-là que se place le voyage de M. Franklin-Bouillon ?⁴*

3 Venizélos, Elefthérios (1864-1936), l'un des plus importants hommes d'État de la Grèce moderne, ayant été sept fois Premier ministre entre 1910 et 1933.

4 Franklin-Bouillon, Henri (1870-1937), journaliste, député radical-socialiste et diplomate français. Négocie en octobre 1921 avec Mustafa Kemal le traité d'Ankara, première reconnaissance *de jure* de la nouvelle Turquie par un État occidental.

— Oui. Et depuis cette époque, la question turque est devenue une monnaie d'échange dans les mains des diplomates français, de même que la question russe en est une autre pour les diplomates anglais.

Les marchandages de Lausanne

— *Mais cette politique de versatilité et de marchandage se manifeste-t-elle à Lausanne ?*

— Le même procédé persiste. Quoique l'Angleterre, la France et l'Italie apparaissent unies, elles continuent à marchander entre elles. Et l'on a déjà satisfait l'avidité du gouvernement nationaliste de Mussolini en promettant de ne pas soulever la question du Dodécanèse, îles peuplées de Grecs et occupées « temporairement » par des troupes italiennes. Quant à la France, elle aura la Syrie et l'Angleterre, Mossoul⁵.

Nous avons quitté Rakovsky sur ces mots, rassuré quant à la situation de notre pays dont le gouvernement paraît exercer sans trop de désavantage l'industrie politique de la « protection » des Chrétiens.

A. DELHAY.

5 Le conflit de Mossoul a opposé la Grande-Bretagne et la Turquie de 1918 à 1926. Il concernait la propriété de la région de Mossoul, riche en pétrole, qui faisait partie de l'Empire ottoman avant la Première Guerre mondiale. En juin 1926, le gouvernement turc finit par céder en échange du droit d'obtenir pendant 20 ans du gouvernement irakien 10 % des revenus provenant de l'exploitation du pétrole de Mossoul.